

*Explorer*



# «islamophobie»

## *Comment ce mot a piégé le débat*

L'assassinat de Samuel Paty a rouvert le débat sur le terme «islamophobie», accusation souvent opposée à ceux qui cherchent à limiter l'influence de l'islamisme. Pour les uns, cette notion est instrumentalisée par les intégristes, pour les autres, elle désigne une hostilité réelle et grandissante envers les musulmans. Au fond, de quoi parle-t-on ? Enquête sur un mot qui divise la recherche, effraie la classe politique et désempare les citoyens.

*Marianne Meunier*

## POURQUOI NOUS L'AVONS FAIT

Comment, après la réaction d'urgence qu'impose chaque attentat, continuer à traiter le sujet du terrorisme ? Comment se tenir, dans la durée, à la hauteur de la gravité des assassinats de Samuel Paty et des trois catholiques de Nice, qui ont meurtri la France en ce terrible mois d'octobre ? Nous avons choisi d'explorer un mot, celui d'« islamophobie ». Derrière les attentats islamistes, il y a cette idée qu'il faut « punir » une prétendue haine des musulmans, viscérale et institutionnelle en France. Le 4 novembre, dans une lettre au *Financial Times* Emmanuel Macron affirmait : « Je ne laisserai personne affirmer que la France, son État, cultive le racisme vis-à-vis des musulmans », réagissant à un article l'ayant à ses yeux « accusé de stigmatiser, à des fins électorales, les Français musulmans ; pire, d'entretenir un climat de peur et de suspicion à leur égard ». Mais dans le même temps, ce mot renvoie à une réalité, attestée et mesurée : celle des préjugés et des discriminations envers les musulmans. Alors de quoi parle-t-on ? Que se cache-t-il derrière cet argument des terroristes ? Nous avons voulu explorer le destin du mot « islamophobie », non pas pour le plaisir de la sémantique, mais pour comprendre comment fonctionne ce piège qui brouille les pistes, inverse les rôles, paralyse la pensée, empêche d'avancer. Et, peut-être, pour s'en extirper.

**Marianne Meunier**



BRUNO LEVY

# C

Le 19 octobre, lors d'un rassemblement devant le collège où enseignait Samuel Paty pour rendre hommage au professeur assassiné. On reconnaît notamment l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi (4<sup>e</sup> en partant de la gauche) et l'écrivain Marek Halter (à sa gauche).

ANNE-CHRISTINE POLJOUILLAT/AFP



est l'histoire d'un mot mais c'est beaucoup plus qu'une affaire sémantique, autre chose qu'une controverse médiatique, bien au-delà d'une querelle d'intellectuels. C'est la genèse d'un piège. Un piège qui voue ses proies à d'inextricables contradictions, bloque la pensée, empêche l'action. Son nom ? « Islamophobie ». Déposé comme une mine sur le terrain du débat français, il s'active à intervalles réguliers pour diffuser le soupçon jusque dans les esprits les mieux intentionnés. Le 16 octobre, l'assassinat par un terroriste islamiste du professeur d'histoire Samuel Paty, qui avait montré en classe des caricatures du prophète Mohammed, l'a réenclenché.

De quoi parle-t-on ? *Le Petit Robert*, qui lui a accordé pour la première fois droit de cité en 2005, donne une brève définition de l'islamophobie : « *Hostilité envers l'islam et les musulmans.* » Voilà donc quinze ans que le sens est posé. Pourtant, à peine prononcées, ces cinq syllabes électrisent le débat. D'un côté, il y a ceux pour qui crier à l'islamophobie revient à interdire toute critique de la religion musulmane, et donc à instituer un délit de blasphème niant la laïcité. C'est au nom de son attachement à cette laïcité que la philosophe Élisabeth Badinter





assure ainsi sur France Inter, en janvier 2016 : « *Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe.* » De l'autre côté, il y a ceux pour qui nier la notion d'islamophobie revient à occulter la progression du racisme à l'encontre des musulmans, ou supposés tels, qui s'accroît le plus souvent après un attentat islamiste. « *Il est très clair que quand le terme est disqualifié, c'est pour nier ou édulcorer le phénomène des préjugés et des discriminations contre les musulmans* », avance l'historienne Houda Asal, auteure de plusieurs articles sur le sujet.

Qui dit vrai ? Impossible de trancher. C'est la première facette du piège de ce mot. Ambivalent, il permet à chaque camp d'en utiliser une acception contenue dans la définition du *Petit Robert* – les premiers retiennent la critique de l'islam, les seconds incluent celle de ses fidèles. Deuxième facette : le camp prétendant défendre la liberté d'expression se voit reprocher d'écraser la liberté de croyance, et inversement. Comment choisir entre les deux, dans un pays qui affiche la liberté au fronton des mairies ?

Ces deux mécanismes du piège tournent à plein régime depuis l'annonce par le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin de son projet de dissolution du

## islamophobie [n.f.] Hostilité envers l'islam et les musulmans

**Le Petit Robert**

Comité contre l'islamophobie en France (CCIF), cette association créée en 2003 pour apporter une aide juridique aux musulmans victimes de discrimination et saisie par le parent d'élève ayant violemment critiqué Samuel Paty sur les réseaux sociaux. « *Véritable déni politique et institutionnel du racisme antimusulman* », s'est indigné le CCIF dans un communiqué, ajoutant : « *L'association qui fait valoir les lois de notre démocratie pour vous assister dans le respect de vos libertés est désormais une cible.* » Et le CCIF de passer pour le garant d'une démocratie que, précisément, le ministre de l'intérieur entend protéger par cette dissolution, comparant l'association à une « *officine islamiste* », qui « *considère qu'il y a une islamophobie d'État* »...

De fait, l'usage du terme « islamophobie » peut accréditer la thèse qu'il existe un racisme anti- ●●

●●● musulman délibéré de la part de l'État. Certains communiqués du CCIF en témoignent. « *Stratégie mafieuse du gouvernement* », « *violence d'État* » contre les musulmans, dénonce-t-il, le 14 octobre dernier, dans la foulée du discours d'Emmanuel Macron sur le séparatisme. Mais l'expérience vécue peut être différente. « *Les femmes musulmanes que j'interroge, sur le terrain, me parlent plutôt d'islamophobie au quotidien* », observe Hanane Karimi, sociologue à l'université de Strasbourg. *Elles évoquent par exemple des stratégies d'évitement pour ne pas se rendre à Pôle emploi, craignant d'y être humiliées ou méprisées parce qu'elles portent le voile.* »

## Cheval de Troie

Par ailleurs, la notion d'« islamophobie d'État » occulte certaines réalités. « *On ne peut ignorer l'existence d'un service public comme le défenseur des droits, qui fait preuve d'un engagement sans faille contre les discriminations à l'encontre des musulmans* », rappelle Hanane Karimi. Certains vont plus loin. « *Laisser croire que l'État est structuré avec la volonté de discriminer les musulmans génère de la désespérance et amène à l'idée que la solution, c'est la violence* », analyse Didier Leschi, ancien chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur et actuel directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). Par refus de cautionner cette idée, la majeure partie de la classe politique et certaines associations anti-racistes n'avaient pas rejoint la « marche pour dire

stop à l'islamophobie », lancée notamment par le CCIF, en novembre 2019, à Paris.

S'éloignant de tout piège, les responsables politiques de l'Hexagone se refusent pour la plupart à employer le mot « islamophobie ». En trouver une occurrence dans la bouche d'un membre du gouvernement, sinon pour dénoncer le CCIF, relève du défi. Aujourd'hui comme hier, l'exécutif lui préfère d'autres termes. Comme « *agressions antimusulmanes* », utilisé par Manuel Valls, alors ministre de l'intérieur, dans une interview à *L'Obs* (juillet 2013). Son argument : « *Pour les salafistes, l'islamophobie est un cheval de Troie qui vise à déstabiliser le pacte républicain.* » Une position proche de celle de la journaliste et essayiste Caroline Fourest (1) qui, en 2003 déjà, dénonçait dans *Libération* « *la situation intenable dans laquelle nous a conduits le concept d'"islamophobie"* ». « *Dire de quelqu'un qu'il est islamophobe, c'est le désigner comme un ennemi de l'islam, un quasi-apostat aux yeux des intégristes, et donc le mettre en danger de mort* », explique-t-elle aujourd'hui à *La Croix L'Hebdo*. De fait, l'islamophobie a rejoint l'argumentaire terroriste. « *Cela a été un concept opérationnel de propagande de Daech, rappelle l'islamologue belge Michaël Privot. À un moment, l'un de ses slogans était : "Rejoignez le califat 100 % vierge de toute islamophobie."* »

Un bref retour en arrière montre que le mot n'a pas toujours été lesté de cette charge explosive. D'après les chercheurs Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat (2), ses premières apparitions remontent

## POINT DE VUE

# « Il faudrait que ce mot ne soit pas toujours entre les mêmes mains »

SOURCE : E. J.



**Eva Janadin, 31 ans, femme imam à la mosquée Simorgh, qui se définit comme un lieu de culte « spirituel et progressiste ».**

« En tant que musulmane progressiste, j'ai du mal à me positionner sur l'islamophobie car le terme a été repris par des militants très agressifs. Je n'ai pas envie de m'associer à cette manière de faire. Dès qu'on emploie ce mot, on débat de sa définition. À mes yeux, c'est la détestation des individus qui se définissent comme musulmans. Ce qui ne signifie pas que la critique de l'islam est interdite. Elle est salvatrice, urgente et nécessaire. Mais ce climat autour du terme "islamophobie" empêche de mettre en place un débat théologique.

Je me fais parfois traiter d'"islamophobe" parce que je critique les interprétations conservatrices et radicales de l'islam permettant de justifier des discriminations et des actes de violence. Pour moi, c'est une grande douleur. C'est comme si je n'étais pas reconnue comme musulmane. Inversement, je peux aussi me faire traiter de "collabo" des islamistes sur les réseaux sociaux, parce que je tiens à mes pratiques rituelles et à ma foi. Je ne serais pas la première à défendre le CCIF, mais, du point de vue du droit, c'est une organisation

plus que nécessaire car elle défend les victimes de discriminations. Vouloir le dissoudre est donc un message très négatif pour tous les musulmans. Même du côté des musulmans libéraux, progressistes, très éloignés de l'islamisme, on peut se sentir suspectés de complicité avec les radicaux. Sur les réseaux sociaux et dans le débat public, une forme d'islamophobie se libère. Cependant, il est impossible de dire qu'il y a une islamophobie d'État en France, car la loi protège ses citoyens contre toutes les formes de discriminations. C'est donc une pente très glissante. Il faudrait que ce mot ne soit pas toujours entre les mêmes mains. »

**Recueilli par Marianne Meunier**



au début du XX<sup>e</sup> siècle, sous la plume d'« *un groupe d'administrateurs-ethnologues* » français. Décrivant le système d'administration coloniale en Afrique de l'Ouest, ils évoquent une « *islamophobie de gouvernement* » (qui distingue les musulmans des autres habitants) et une « *islamophobie savante et cléricale* » (qui véhicule des préjugés contre l'islam, forcément barbare, hostile au christianisme, etc.). Durant les décennies suivantes, le terme ne fait que des apparitions sporadiques, avant de resurgir franchement près de quatre-vingts ans plus tard... outre-Manche. En 1997, le think tank britannique Runnymede Trust le fait figurer en titre d'un rapport, « *Islamophobie, un défi pour tous* », censé alerter sur un nouveau phénomène.

Quatre ans plus tard, les attentats du 11-Septembre et les attaques contre les musulmans qui s'ensuivent achèvent d'imposer le mot dans plusieurs instances internationales. En 2004, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, dit son regret lors d'un séminaire sur le sujet : « *Lorsqu'un nouveau terme entre dans la langue, c'est souvent la conséquence d'une avancée scientifique. (...) Mais quand le monde est contraint d'en inventer un pour constater une intolérance de plus en plus répandue, c'est une évolution triste et perturbante. C'est le cas avec l'islamophobie.* » Dès lors, le terme se voit conférer « *une légitimité et une diffusion internationales* », note l'historienne Houda Asal (3). Au Royaume-Uni, il finit par faire l'objet d'un quasi-consensus. « *Il y a des exceptions, mais, globalement, il est utilisé d'une façon* » ●●●



Une participante à la très controversée « marche pour dire stop à l'islamophobie » de novembre 2019, à Paris.

MEHDI CHEBIL/HANS LUCAS

## POINT DE VUE

### « On monte les Français les uns contre les autres »



GILLES PIPIROU

**Driss Ettazaoui, 47 ans, est maire adjoint d'Évreux (Eure).**

**L'Élu MoDem dénonce le jeu de ceux qui cherchent à opposer l'islam aux valeurs républicaines.**

« Né dans un village de l'Atlas, je suis arrivé en France à l'âge de 2 ans. Après ma maîtrise de sciences politiques, j'ai eu la chance de rencontrer des hommes comme Jean-Louis Debré, alors maire d'Évreux, ou Pierre Cardoz, élu de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), auprès desquels j'ai travaillé sur la problématique des quartiers, des discriminations. Je ne m'exprime pas en tant que musulman mais en tant qu'élu de la République et, à ce titre, je suis rempli d'inquiétude

par la fracture qu'on crée sur la question de la place de l'islam. Depuis plusieurs années, certains font de la laïcité un dogme et montent les Français les uns contre les autres. Au nom de la liberté d'expression, on intime à tout le monde d'"être Charlie". Au nom de l'égalité des sexes, on veut imposer aux femmes une façon de se vêtir, en interdisant le port du voile. J'aime mon pays, mais je ne supporte pas cette façon d'opposer systématiquement les musulmans aux valeurs républicaines,

comme le font maintenant des membres du gouvernement. L'interdiction du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) me semble à cet égard une erreur. Alors qu'une personnalité comme Éric Zemmour, condamné par la justice, continue d'être invitée par les télévisions les musulmans ont le sentiment de deux poids, deux mesures. Est-on encore dans un État de droit ? J'ai foi en la politique, mais je suis aujourd'hui très inquiet. »  
**Recueilli par Bernard Gorce**



Prière de rue devant la mairie de Clichy (Hauts-de-Seine) en mai 2017, organisée par une association musulmane pour protester contre la fermeture d'un lieu de culte en centre-ville.

KARIM DAHER/HANS LUCAS

●●● *assez équilibrée et apaisée* », observe Chris Allen, professeur à l'université de Leicester, qui figure parmi les spécialistes britanniques du sujet.

La situation française est nettement plus contrastée. « *La notion d'islamophobie est employée dans des documents d'organisations internationales auxquelles appartient la France, qui ne s'est pas toujours opposée à cet emploi* », rappelle Emmanuel Tawil, maître de conférences en droit public à l'université Paris 2 (4). Entre autres, la déclaration de Varsovie du Conseil de l'Europe (2005), qui condamne « *avec fermeté toutes formes d'intolérance et de discrimination (...), y compris l'antisémitisme et l'islamophobie* ». La notion figure même, en France, dans les rapports annuels de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), autorité administrative indépendante au rôle de « *conseil et de proposition* » auprès du gouvernement et du Parlement. Cependant, les responsables politiques cherchent des synonymes à l'« islamophobie », quitte à conforter l'argumentaire intégriste sur le thème du déni du racisme antimusulman, et donc de la haine. C'est un autre effet du piège : même le silence est suspect. Comment s'en extirper ? Faut-il persister avec ce mot, et risquer sa récupération ? Ou se l'interdire, quitte à laisser les plus radicaux le tordre à leur guise ? La politologue Nonna Mayer, membre de la CNCDDH et chercheuse à Sciences-Po, opte pour une

« Comme pour toutes les religions, la critique de l'islam est fondamentale. »

approche apaisée et pragmatique. Elle explique : « *Ce terme qui, certes, n'est pas le meilleur, est d'usage courant en sciences sociales pour désigner les préjugés à l'encontre de l'islam et des musulmans. Alors je l'utilise, en tant que chercheuse et sans aucune arrière-pensée. Il ne signifie pas que toute critique de l'islam est interdite, bien au contraire. Comme pour toutes les religions, elle est fondamentale.* »

### Pas d'amalgame

Autrement dit, à la signification absolue prêtée par les intégristes au terme « islamophobie », il s'agit d'en opposer une autre, aussi froide et nuancée que possible, qui rend compte d'une reconfiguration du racisme en France. « *Dans les années 1970 encore, les immigrés venus du Maghreb et leurs enfants étaient perçus comme des Arabes*, explique Nonna Mayer. *Ils commencent à être vus comme des musulmans après l'affaire du foulard, en 1989, la décennie noire en Algérie, et surtout l'attentat du 11 septembre 2001 qui les associe au terrorisme.* » Comme un prolongement de cette reconfiguration, « *une partie de la jeunesse se fragmente en fonction d'une identité religieuse* », relève Didier Leschi, le directeur ●●●



REPÈRES

# Racisme, préjugés, discriminations, les musulmans sont-ils plus victimes que les autres ?

**Les musulmans sont moins la cible d'agressions que d'autres catégories de population, mais plus touchés par l'intolérance et par les discriminations. Les données sont toutefois très délicates à manipuler.**

Commençons par les actes ou paroles d'agression. Le ministère de l'intérieur publie chaque année les statistiques du Service central du renseignement territorial (SCRT) qui se fondent sur les remontées de terrain en lien avec les autorités locales, les médias et les associations religieuses. **En 2019 ont été ainsi recensés 687 faits antisémites, 154 faits antimusulmans et 1 052 faits antichrétiens, essentiellement des atteintes aux biens pour les deux dernières catégories.** Rapportés aux effectifs des populations concernées, ces chiffres illustrent que les juifs sont beaucoup plus menacés par les atteintes aux personnes. Mais ces résultats seraient bien en deçà de la réalité, les musulmans, notamment, sous-déclarant les faits. Selon l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité » (Insee et autres institutions), plus d'un million de Français auraient subi une agression raciste en 2017, alors que pour la même année, le ministère de l'intérieur ne fait état que de 6 600 plaintes et celui de la justice de 393 condamnations. Vice-présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), Laurène Chesnel fait le calcul : « *Les plaintes ne représenteraient ainsi que 0,6 % et les condamnations 0,03 %. Le chiffre noir du racisme est considérable.* » Chaque année, la CNCDDH publie un rapport annuel sur le racisme qui, outre ces données sur les agressions haineuses, propose un baromètre sur l'état de l'opinion. L'« indice longitudinal de tolérance », mis au point par le chercheur Vincent Tiberj, permet d'évaluer l'acceptation

des différentes catégories de la population. **Ainsi, en 2019, sur une échelle de 0 à 100, l'indice de tolérance s'établit à 79 pour les Noirs et les juifs, 72 pour les Maghrébins. Mais il tombe à 60 pour les musulmans et, très loin derrière, à 30 pour les Roms, le groupe qui suscite le plus de défiance de la société.** Jusqu'aux années 1990, le Maghrébin était davantage rejeté que le musulman dans les études d'opinion. Puis dans les années 2000, la situation va s'inverser, comme si un racisme culturel et religieux prenait le pas sur le racisme ethno-racial. Le contexte des attentats islamistes, mais aussi la focalisation du débat français sur le port du voile (loi de 2004 sur les signes religieux à l'école et de 2010 sur la burqa) ou les prières de rue a fini par fixer le cadre conceptuel d'une opposition entre islam et valeurs républicaines. Toutefois, là aussi, la réalité est plus complexe qu'il n'y paraît. **Interrogés sur les pratiques des musulmans dans le baromètre CNCDDH, les Français ne sont, en 2019, qu'un peu plus de 50 % à dire que le port du voile peut poser un problème dans la société contre des scores qui atteignaient 70 % à 80 % jusqu'en 2015, avant de régresser.** On assisterait donc à une forme de banalisation de cette pratique, en contradiction avec la radicalisation du discours antimusulman en cours dans les médias et sur les réseaux sociaux. Celui-ci n'infuserait-il pas dans l'opinion ? Vincent Tiberj lie deux phénomènes : une société globalement plus ouverte à la diversité culturelle et une minorité qui se raidit dans le rejet de l'autre.

Le rapport 2013 de la CNCDDH, qui faisait un focus sur l'islam, notait ainsi que « *la France ethnocentriste tend à rejeter en bloc l'islam, quand la France ouverte fait le tri entre ces différentes pratiques.* ». Enfin, sur le terrain des discriminations, maintes études ont mis en évidence que les Français de confession ou de culture musulmane sont particulièrement concernés, qu'il s'agisse de l'accès au logement, à l'emploi ou des contrôles de police. Mais dans la littérature sociologique, c'est surtout l'origine ethnique qui est pointée comme facteur discriminant. Sur la base des résultats d'une enquête réalisée en 2019 par l'Ifop, l'universitaire Ismail Ferhat vient de publier une étude (1) dans laquelle il tend à isoler la religion musulmane comme source d'ostracisme : 42 % des musulmans disent avoir fait l'objet d'une discrimination en raison de la religion. **Les femmes voilées sont les plus susceptibles de subir des discriminations au travail (35 %) ou des injures racistes (47 %).** Ce ressenti ne se réduit pas à une explication socio-économique, pas plus qu'à la xénophobie. Ce rejet est bien dû au facteur religieux spécifiquement, assure l'auteur. Mais ce phénomène reste sous-évalué : « *Dans notre société très sécularisée, où la religion est signe d'archaïsme, on a du mal à considérer qu'on peut être discriminé en raison de sa foi* », commente Ismail Ferhat, qui plaide pour de nouveaux instruments de mesure. **Bernard Gorce**  
(1) *Des discriminations sous-estimées ? Les musulmans en France*, Fondation Jean-Jaurès, Éd. de l'Aube, 8,90 €.



Des femmes musulmanes  
en tête du cortège de  
la marche contre l'islamophobie  
de Paris, en novembre 2019.

MERYL CURTIAT/HANS LUCAS



●●● général de l'Ofii. Une tendance qui explique en partie le sentiment d'offense personnelle ressenti devant une critique pourtant générale de la religion. Une confusion qui représente un risque sur le terrain de la lutte contre l'islamophobie, où une approche nuancée paraît également possible. « La plupart des associations ont conscience de leur défi : ne pas dévoyer cette notion, relève l'islamologue Michaël Privot. Elles mesurent bien les risques d'être happées par la dynamique et la tentation de la représentation communautaires, sans compter la posture victimaire. Ils sont réels. Les associations luttant contre l'islamophobie sont en effet souvent pilotées par des musulmans. Peu d'ONG généralistes ont pris le sujet en charge. » Un regret, pour l'imam et théologien Abdelali Mamoun (5), qui confie : « Je ne suis pas d'accord pour qu'on lutte exclusivement contre l'islamophobie, car c'est une manière de classer les racismes. C'est comme si l'un était plus grave que l'autre. Il faut lutter contre le racisme en général. » Ainsi le mot « islamophobie » est-il toujours prononcé dans un contexte à prendre en compte. « À chaque attentat islamiste, avant même de le condamner, certains parmi ceux qui luttent contre l'islamophobie ont tendance à crier "pas d'amalgame", décrypte Ghaleb Bencheikh, président de la Fondation de l'islam de France. Mais l'opinion n'est pas prête à entendre cela à ce moment-là, cela

« Peu d'ONG généralistes ont pris en charge le sujet de l'islamophobie. »

doit venir dans un second temps. Il y a le droit, certes, mais il y a aussi la psychologie collective et le terrain politique. Il faut prendre en compte ces trois niveaux, ce qui n'empêche pas de lutter contre un sentiment réel de rejet des musulmans. » Avec quelles armes ? Surtout pas un délit spécifique à l'islamophobie, pour Ghaleb Bencheikh : « Nous avons déjà tous les outils juridiques. Ce serait mettre les communautés en concurrence victimaire. » Reste que, selon lui, un besoin de reconnaissance se fait sentir : « De nombreux musulmans déplorent l'absence d'une instance publique dont la dénomination même prendrait en charge leur souffrance. » ●

- (1) *Génération offensée. De la police de la culture à la police de la pensée*, Grasset, 2020, 162 p., 17 €.
- (2) In *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, La Découverte, 2013, 190 p., 21 €.
- (3) In revue *Sociologie*, « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », PUF, 2014 (vol. 5).
- (4) *Cultes et congrégations*, Dalloz, 2019, 462 p., 70 €.
- (5) *L'islam contre le radicalisme. Manuel de contre-offensive*, Cerf, 2017, 224 p., 20,90 €.

## ENTRETIEN

# « Reconduire perpétuellement le sentiment de victimisation empêche d'en sortir »



LA PROCUREUR

Le magistrat **Antoine Garapon** (1) analyse la place prépondérante occupée par la figure de la victime, et ce, bien au-delà du seul cas des musulmans se disant discriminés.

### « Islamophobie » vous semble-t-il être un mot piège ?

Parmi les Français d'origine maghrébine, certains s'estiment discriminés dans certaines situations, et il faut se mobiliser contre cette inégalité.

Mais d'autres pensent que tous les musulmans sont humiliés depuis des siècles par l'Occident et que, par exemple, s'ils sont en prison, c'est parce qu'ils sont musulmans – une attitude très fréquente chez les salafistes –, ce qui leur permet de s'exonérer de tout sentiment de culpabilité. Reconduire perpétuellement ce sentiment de victimisation empêche, in fine, d'en sortir.

Le terme d'islamophobie me semble, par ailleurs, être un mot piégé en ce qu'il renvoie à un affect que l'on ne maîtrise pas, la phobie, ce qui dépolitise d'emblée cette position.

En faisant ensuite référence à l'islam, ce terme pousse à une généralisation problématique au moment où, plus que jamais, il faut se montrer pragmatique.

Utiliser ce mot construit, en outre, un autrui fantasmé, réduit à être soit un bourreau en puissance, soit une nécessaire victime de discrimination.

### Comment expliquez-vous la place prépondérante acquise par les victimes ces dernières années dans notre société ?

J'y vois la conséquence d'un affaiblissement du politique.

Faute de pouvoir mettre en récit notre action dans un monde de plus en plus indéchiffrable, la tentation est de se rapatrier sur ce qu'il y a de plus « lisible » : les périls et la souffrance des victimes.

Le mal se lit désormais sur les traces qu'il laisse sur le corps des victimes. Nous manquons aujourd'hui de représentations collectives permettant d'assumer la dimension tragique de l'existence, et nous trouvons donc dans la défense de cette figure une cause absolue.

Avec le risque d'analyser n'importe quel événement selon la logique binaire du bourreau et de la victime.

### Dans votre dernier essai, vous revenez sur le risque qu'il y a à s'enfermer dans son statut de victime. C'est-à-dire ?

Il ne faut pas réduire la victime à sa souffrance en voyant son préjudice comme un déni de reconnaissance, un empêchement d'être, une diminution de sa capacité à agir. Cet état doit être pensé à l'horizon de son dépassement, et ne surtout pas être appréhendé comme une condition permanente, une ontologie. Notre condition humaine se caractérise précisément par une capacité à rebondir, par la vitalité et l'énergie considérable dont font preuve les victimes.

### Faites-vous un lien entre l'aura entourant les victimes et notre refus passé de les écouter ?

Nous revenons de loin, en effet. Il n'est qu'à se remémorer la façon dont la France, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, a refusé d'entendre ce qu'avaient enduré les victimes de la Shoah...

Par la suite, le pays a fait la sourde oreille aux victimes de la colonisation, a fermé les yeux sur les violences faites aux femmes, sur les abus sexuels sur mineurs...

L'écoute est une absolue nécessité et doit commencer par la compréhension des causes du silence.

Pour certaines victimes, prendre la parole est l'aboutissement d'un travail intérieur ayant parfois nécessité des années, voire toute une vie.

Ce point d'aboutissement pour elles est le point de départ d'un travail de justice, ce que la « *cancel culture* » (pratique consistant à demander publiquement l'ostracisation de personnes ou d'organisations considérées comme responsables d'actes répréhensibles, NDLR) tend à oublier, au risque de reconduire la violence et de brouiller leurs causes.

### Recueilli par Marie Boëtton

(1) Coauteur avec Arthur Dénouveau de *Victimes, et après ?*, Gallimard, 48 p., 3,90 €.



## « Islamophobie, un mot laid... »



SOURCE: K. B.

**Karima Berger, écrivaine franco-algérienne.  
Auteure d' *Hégires*, Actes Sud, 2017.**

« Islamophobie, un mot laid... C'est déjà mauvais signe. Islamophilie ne le serait pas moins. "Phobie", d'abord, l'écriture est un tourment. Un mot gluant qui me rappelle la peur des monstres. Ce mot, je n'ai jamais trop voulu y toucher, encore moins y entrer ou le comprendre, le virus phobie pénètre le corps de l'islam et l'attaque en profondeur. C'est une flaque graisseuse, opaque et ténébreuse. Alors j'ai sauté par-dessus, j'ai la lâcheté de celle qui ne veut pas se salir et qui dit ne désirer que la beauté et l'entendre me chuchoter "Muslim is beautiful".

Je n'aime pas les concepts, les mots savants, ils sont morts, aussitôt dits. Ils sont des trompe-la-faim, c'est une mauvaise nourriture jetée à des affamés, elle rassasie les ventres vides mais on découvre plus tard qu'elle laisse des résidus toxiques, cellules malignes et menaçantes. Est-ce bien un mot, d'ailleurs, cet alliage impudique qui ment sous nos yeux et qui tait l'entreprise funeste "de faire peur" ? Avant de constater naïvement : "Ils ont la phobie de nous." Les plus innocents y voient une façon de défendre leur dignité face au racisme, les militants de l'extrême,

eux, s'en emparent pour affirmer : "Nous sommes musulmans, nous ne cachons plus ni nos voiles, ni nos barbes, ni nos qamis, tous ces signes qui fascinent par leur étrangeté le paysage français laïc et républicain." C'est que l'inquiétude est partout. Pavée de nappes toxiques et ravageuses, elle se pare de mots sournois. La phobie instille la confusion entre le politique et le pathologique. Et aussitôt, le glissement de l'un vers l'autre détourne tout effort de conquête spirituelle et fait oublier que la vraie "victoire" se tient au cœur d'un refuge très intime. »  
**Recueilli par Fanny Cheyrou**

## POUR ALLER PLUS LOIN

### Deux sites Internet

#### Le réseau Canopé

Ancien centre pédagogique, il dépend du ministère de l'éducation nationale, il consacre une page de son document « Éduquer contre le racisme et l'antisémitisme » au concept d'islamophobie. Son apparition, la différence entre critique de l'islam et attaque des musulmans, les enjeux du débat... Une synthèse rigoureuse, enrichie de deux exposés en vidéo de la politologue Nonna Mayer et du philosophe Abdennour Bidar.  
**reseau-canope.fr**  
(mot-clé : racisme).

#### L'Institut du monde arabe (IMA)

Il propose sur son site un webdocumentaire renvoyant à une multitude de ressources qui permettent de dissiper les confusions au cœur des préjugés

sur l'islam. Différence entre Arabes et musulmans, interdits dans l'islam, liens entre religion musulmane et politique. Une mine de petites fiches et des vidéos indispensables pour savoir de quoi l'on parle et pour un débat apaisé.

**imarabe.org**  
(mots-clés : vous avez dit).

#### Une émission radio

Le 1<sup>er</sup> juin 2019, le philosophe Alain Finkielkraut a consacré une édition de « Répliques », l'émission hebdomadaire qu'il anime sur France Culture, à cette question simple : « Qu'est-ce que l'islamophobie ? » Y débattent le sociologue franco-iranien Farhad Khosrokhavar et l'anthropologue Philippe d'Iribarne, dont la confrontation des points de vue aide à se faire une idée.  
**franceculture.fr**  
(mot-clé : islamophobie).



NUOVA-PROD.

#### Un documentaire

En deux volets, le documentaire *Nous, Français musulmans* dresse un portrait de la communauté musulmane en France en interrogeant les musulmans eux-mêmes. Un film qui permet de dépasser les fantasmes et les

discours généraux sur l'islam pour comprendre l'expérience intime et parfois le malaise de ses fidèles en France, pays surestimant le plus cette minorité religieuse, qui représente 7,5% de la population nationale.  
**arte.tv** (mot-clé : musulmans).